

Supermétro: 350 personnes en appellent au Premier ministre



Villejuif, mardi soir. Avec l'association Orbival (qui milite pour ce supermétro), la ville de Villejuif avait convié les autres villes concernées par le projet. (L.P./CM)

« **N**ous affirmons que retarder la réalisation du Grand Paris Express et le réaliser par tronçons, sans fonctionnalité, c'est renchérir le coût du projet et affaiblir son impact sur l'amélioration des conditions de transports des Franciliens. » Extrait de la déclaration finale qui a été adoptée, mardi soir à Villejuif, lors d'une réunion exceptionnelle exigeant la réalisation « dans les plus brefs délais » du supermétro reliant la banlieue à la banlieue.

■ Un arbitrage très attendu

Un texte voté à l'unanimité des 350 participants et qui a été adressé hier au Premier ministre. Ce dernier doit rendre en effet son arbitrage à la fin de ce mois quant au calendrier des travaux de ce réseau de transport. « Une exigence partagée par la quasi-totalité des élus de la métropole qui, dans leur diversité politique, ont su se

rassembler pour un projet d'intérêt général et définir un tracé et un calendrier partagés par tous. Notre soirée en est une belle illustration », s'enthousiasmait Claudine Cordillot (PC), maire de Villejuif.

Avec l'association Orbival (qui milite pour ce supermétro), l'élue avait convié les villes concernées par le projet. Bon nombre d'entre elles ont répondu à l'appel. Parmi elles : Cachan, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Bagneux (Hauts-de-Seine), Thiais, Rungis, Chevilly, L'Haÿ-les-Roses, Athis-Mons (Essonne) ou encore Vitry. Laurence Cohen (PC), sénatrice, conseillère régionale et administratrice au Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), était également dans la salle de l'espace congrès des Esselières. « Pour le pôle d'Orly, cette question est essentielle, tranche Christian Hervy, maire communiste de Chevilly-Larue. Il faut réparer une erreur historique qui fut celle de construire un

aéroport international à 7 km de Paris sans prévoir de moyens de transport lourds pour le desservir. » Même raisonnement chez Raymond Charresson (SE), maire de Rungis, avec le bassin d'emploi rayonnant autour du marché d'intérêt national.

Outre la présence de représentants de salariés (comme la CGT 94) et celle d'usagers (comme l'Association des usagers des transports FNAUT Ile-de-France), les chefs d'entreprises n'ont pas manqué de signaler que le Grand Paris Express était aussi synonyme « d'emplois à l'heure où les carnets de commande ne sont pas pleins ».

A noter également l'intervention de Philippe Thiard, vice-président de l'Upec (université Paris-Est-Créteil), qui soulève un point peu évoqué dans les débats : la nécessité « de nous améliorer la desserte pour nos étudiants alors que l'université est présente sur trois départements d'Ile-de-France. »

CHRISTINE MATEUS